

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205014]

20 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, l'article 21, remplacé par la loi du 9 juillet 1976, l'article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990, l'article 26, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et l'article 27, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

Vu le rapport du 30 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 61.664/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 juillet 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteurs;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 juillet 2016, sont insérés des 2°/1 et 2°/2 rédigés comme suit :

1° « 2°/1. le terme "Ministre wallon" désigne le Ministre chargé de la politique en matière de sécurité routière en Région wallonne »;

2° « 2°/2. le terme "Administration" désigne la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie ».

Art. 2. Dans l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, le 7°, abrogé par l'arrêté royal du 10 juillet 2006, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 7° trente heures :

pour le candidat qui réussit l'examen théorique, qui a l'âge de 18 ans, qui répond aux conditions fixées par le ministre wallon, et qui souhaite se présenter directement à l'examen pratique prévu à l'article 23, § 1^{er}, 2°, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, pour obtenir un permis de conduire de la catégorie B. »

Art. 3. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} septembre 2006, 4 mai 2007 et 30 août 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

2° dans le paragraphe 2, le mot "Ministre" est chaque fois remplacé par les mots "Ministre wallon";

3° il est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. Les centres d'examen délivrent aux candidats pour le permis de la catégorie B qui ont réussi l'examen visé à l'article 23, § 1^{er}, 4°, de la loi relative à la police de la circulation routière, l'attestation de réussite dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon.

Toutefois, les centres d'examen délivrent l'attestation de réussite au candidat visé à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, uniquement s'il a réussi l'examen visé à l'article 23, § 1^{er}, 4°, de la loi relative à la police de la circulation routière et s'il a suivi une formation, en compagnie de son guide ou ses guides, selon les modalités déterminées par le Ministre wallon.

§ 5. En vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire sans guide, les centres d'examen peuvent, selon les modalités déterminées par le Ministre wallon ou son délégué, délivrer le certificat d'aptitude aux candidats pour le permis de la catégorie B, uniquement s'ils ont démontré leur capacité à circuler seul. »

Art. 4. Dans l'article 26 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 avril 2011 et 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué";

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° être titulaire au moins d'un des diplômes, certificats ou brevets pris en considération pour l'admission aux niveaux, A, B ou C dans les services publics de Wallonie, ou être titulaire d'un diplôme, certificat ou brevet étranger reconnu équivalent ou pouvoir justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans le domaine de la formation pratique à la conduite »;

4° dans le paragraphe 2, 6°, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 5. Dans l'article 26*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 avril 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 4°, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 4°, les mots "du SPF Mobilité et Transports" sont remplacés par les mots "du Ministre wallon ou son délégué";
- 4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "du SPF Mobilité et Transports, Direction générale Mobilité et Sécurité routière" sont remplacés par les mots "de l'Administration";
- 5° dans le paragraphe 3, alinéa 3, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué";
- 6° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots "du SPF Mobilité et Transports" sont remplacés par les mots "de l'Administration";
- 7° dans le paragraphe 3, alinéa 4, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 8° dans le paragraphe 4, alinéa 3, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué";
- 9° dans le paragraphe 5, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué";
- 10° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 11° dans le paragraphe 7, le mot "Ministre" est chaque fois remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué";
- 12° dans le paragraphe 8, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 6. Dans l'article 26*ter* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 avril 2011, le mot "Ministre" est chaque fois remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 7. Dans l'article 26*quater* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 28 avril 2011, le mot "Ministre" est chaque fois remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 8. Dans l'article 31, alinéa 4, du même arrêté, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 9. Dans l'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 octobre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot ", néerlandaise" est abrogé;
- 2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "en langue néerlandaise ou en langue anglaise," est insérée entre le mot "théorique" et le mot "avec";
- 3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "ce dernier" sont remplacés par les mots "par le candidat";
- 4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots "ou idiome" sont abrogés;
- 5° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 10. Dans l'article 33, alinéa 4, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 2004 et 28 avril 2011, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 11. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 3, alinéa 3, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 3° dans le paragraphe 8, le mot ", néerlandaise" est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 41, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 13. Dans l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 2004 et 1^{er} décembre 2013, les mots du "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding" et les mots "ou de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle" sont abrogés.

Art. 14. Dans l'article 45, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon ou son délégué".

Art. 15. Dans l'article 47 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "et d'une chambre pour les examens présentés en langue néerlandaise" sont abrogés;
- 2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots "Chaque chambre" sont remplacés par les mots "La commission";
- 3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, la phrase "Les commissaires qui composent la chambre néerlandophone doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens du doctorat en droit ou de la licence en droit en langue néerlandaise." est abrogée;
- 5° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 6° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots "Les chambres fixent en commun accord" sont remplacés par les mots "La commission fixe";
- 7° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 6, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";
- 8° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "Chaque chambre" sont remplacés par les mots "La commission";

9° dans le paragraphe 3, alinéa 2, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

10° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

11° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "les agents de l'Etat" sont remplacés par les mots "le personnel de la fonction publique wallonne";

12° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots "rang 13" sont remplacés par les mots "rang A2".

Art. 16. Dans l'article 48, alinéa 2, du même arrêté, les mots "à l'article 61" sont remplacés par les mots "à l'article 63".

Art. 17. Dans l'article 61 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 8° est abrogé;

2° à l'alinéa 4, les mots ", sauf dans le cas visé à l'article 48, § 1^{er}" sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article 63 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 8 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les phrases : "Dans ce cas, il multiplie le montant des redevances par l'indice du mois écoulé et divise le produit par l'indice des prix à la consommation du mois au cours duquel le présent arrêté est entré en vigueur. Les montants adaptés entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel ils ont été publiés au *Moniteur belge*" sont remplacées par les phrases :

« En cas d'adaptation, les tarifs sont adaptés chaque année dans le courant du mois de janvier selon la formule suivante :

$$A = 100 \left(\frac{I_n - 1}{I_{n-2}} - 1 \right);$$

A = % de variation des tarifs pour l'année n;

I = valeur de l'indice des prix à la consommation au 30 juin, communiquée par le Ministère des Affaires économiques;

n = année de l'adaptation tarifaire;

n-1 = année précédant l'année n;

n-2 = année précédant l'année n-1.

Lorsque la formule de l'alinéa 3 est appliquée l'année qui suit une année où il a été sursis à une adaptation annuelle des tarifs, l'indice In-2 est remplacé par In-3, où n-3 représente l'année pénultième à l'année n-1. »;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« L'Administration communique le résultat de la formule d'adaptation des tarifs aux organismes agréés visés par l'article 25, § 1^{er}.

L'Administration détermine la procédure de transmission des propositions de structures tarifaires et fixe la date avant laquelle elle communique le résultat visé à l'alinéa 5 ainsi que les délais dans lesquels les propositions de structures tarifaires lui sont transmises par les organismes agréés visés par l'article 25, § 1^{er}.

Sur la proposition des organismes agréés visés par l'article 25, § 1^{er}, le Ministre peut décider de surseoir à l'adaptation annuelle des tarifs lorsque le résultat de la formule, dont il est question à l'article 1^{er}, correspond à une variation inférieure à trois pour cent. Les montants adaptés entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le mois au cours duquel ils ont été publiés au *Moniteur belge*. »;

4° dans le paragraphe 2, 1°, alinéa 2, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

5° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'introduction d'un recours devant la commission de recours donne lieu au paiement d'une redevance de 12,50 euros.

Le mode de paiement de la redevance est fixé par le Ministre wallon.

Elle n'est pas remboursée sauf dans le cas visé à l'article 48, § 1^{er}.

Le Ministre wallon peut adapter le montant de la redevance aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, tel que prévu au paragraphe 1^{er}. »

Art. 19. Dans l'article 64 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, le mot "Ils" est remplacé par les mots "Les membres du personnel qui sont chargés de l'inspection et du contrôle par le Ministre wallon ou son délégué";

2° à l'alinéa 4, le mot "fonctionnaires" est remplacé par les mots "membres du personnel";

3° à l'alinéa 4, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

4° à l'alinéa 5, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon";

5° à l'alinéa 6, les mots "ou du Ministre wallon ou de son délégué, chacun en ce qui le concerne" sont insérés entre les mots "son délégué" et les mots "les autorités".

Art. 20. Dans l'annexe 4 du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le B, II est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le candidat n'a pas réussi s'il donne au moins deux fausses réponses aux questions portant sur les infractions des troisième ou quatrième degrés, visées aux articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière ou portant sur le dépassement de la vitesse maximale autorisée, fixée dans les règlements pris en exécution de la loi. »;

2° au C, le mot "Ministre" est remplacé par les mots "Ministre wallon".

Art. 21. Dans l'annexe 5 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 15 juillet 2004 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° le III.B est complété par le 18° rédigé comme suit :

« 18° Conduite indépendante. »;

2° le III est complété par le C rédigé comme suit :

« C. Epreuve de perception des risques (pour la catégorie B uniquement) : test par ordinateur dans le centre d'examen. »;

3° le VI.B est complété par le 12° rédigé comme suit :

« 12° Epreuve de perception des risques (pour la catégorie B uniquement). »

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 10 juillet 2006
relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B*

Art. 22. L'article 2 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Le candidat au permis de conduire de la catégorie B, peut participer à l'examen théorique à partir de l'âge de 17 ans.

§ 2. Le candidat qui échoue deux fois de suite à l'examen théorique suit douze heures de formation théorique à la conduite auprès d'une école de conduite avant de pouvoir à nouveau être admis à l'examen théorique ».

Art. 23. L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Pour pouvoir présenter l'examen pratique, le candidat au permis de la catégorie B :

1° a 18 ans;

2° a réussi l'examen théorique depuis moins de trois ans ou en être dispensé en vertu de l'article 28 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

3° sauf celui visé au paragraphe 2, a réalisé un apprentissage d'au moins trois mois sous le couvert d'un permis de conduire provisoire de la catégorie B;

4° sauf celui visé au paragraphe 2, a roulé au moins 1 500 kilomètres.

Concernant le 4°, le Ministre wallon ou son délégué détermine les modalités de vérification de cette condition.

§ 2. Le candidat au permis de conduire B qui a réussi l'examen théorique depuis moins de trois ans ou en a été dispensé en vertu de l'article 28 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, qui a au moins l'âge de 18 ans, et qui a suivi 30 heures d'enseignement pratique à la conduite dans une école de conduite agréée, peut se présenter directement à l'examen pratique.

§ 3. Le candidat, sauf celui visé au paragraphe 2, présente un permis de conduire provisoire B en cours de validité dont il est titulaire depuis au moins trois mois ou un certificat d'enseignement pratique délivré par une école de conduite attestant du suivi des cours visés à l'article 5/1, § 1^{er}; dans ce dernier cas, il présente une attestation délivrée par l'autorité visée à l'article 10 établissant qu'il a effectué un apprentissage d'au moins trois mois sous le couvert d'un permis de conduire provisoire B.

L'examen pratique est réalisé avec un véhicule de la catégorie ou de la sous-catégorie qui fait l'objet de la demande de permis de conduire. Le véhicule satisfait aux conditions déterminées à l'article 6, 2°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire.

Lorsqu'un candidat se présente avec un instructeur d'une école de conduite, il exécute l'examen avec un véhicule d'apprentissage de l'école de conduite qui satisfait aux conditions visées à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Le candidat qui n'est pas titulaire d'un permis de conduire provisoire B subit l'examen pratique aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 24. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots "visé à l'article 23, § 6, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur" sont abrogés;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les centres d'examen organisés par les organismes d'inspection automobile agréés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, peuvent, selon les modalités déterminées par le Ministre wallon ou son délégué, délivrer le certificat d'aptitude au candidat. »

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018 à l'exception des articles 9 et 11 qui entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2018.

Art. 26. Le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205014]

20. JULI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 21, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976, Artikel 23, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch die Gesetze vom 29. Februar 1984 und vom 18. Juli 1990, Artikel 26, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und Artikel 27, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 30. März 2017;

Aufgrund des am 10. Juli 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.664/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein

Artikel 1 - In Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. Juli 2016 werden die Ziffern 2/1 und 2/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

1° «2/1. "wallonischer Minister" den mit der Politik in Sachen Verkehrssicherheit in der wallonischen Region beauftragten Minister»;

2° «2/2. "Verwaltung" die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des öffentlichen Dienstes der Wallonie».

Art. 2 - In Artikel 15 Absatz 2 desselben Erlasses wird die durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 außer Kraft gesetzte Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut wiederhergestellt:

«7° dreißig Stunden:

für Bewerber, die die theoretische Prüfung bestanden haben, 18 Jahre alt sind und die vom wallonischen Minister festgelegten Bedingungen erfüllen und die die in Artikel 23 § 1 Ziffer 2 des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei erwähnte praktische Prüfung direkt ablegen möchten, um den Führerschein der Kategorie B zu erhalten.»

Art. 3 - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 1. September 2006, vom 4. Mai 2007 und vom 30. August 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister oder von dessen Beauftragten" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird das Wort "Minister" jedesmal durch die Wörter "wallonische Minister" bzw. "wallonischen Minister" ersetzt;

3° er wird durch die Paragraphen 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 4 - Die Prüfungszentren stellen den Bewerbern für den Führerschein der Kategorie B, die die in Artikel 23 § 1 Ziffer 4 des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei erwähnte Prüfung bestanden haben, die Bescheinigung, dass sie die Prüfung bestanden haben, aus, deren Muster von dem wallonischen Minister festgelegt wird.

Die Prüfungszentren stellen den in Artikel 3 § 1 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B erwähnten Bewerbern die Bescheinigung, dass sie die Prüfung bestanden haben, nur dann aus, wenn sie die in Artikel 23 § 1 Ziffer 4 des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei erwähnte Prüfung bestanden haben und wenn sie an einer Ausbildung im Beisein ihres Begleiters bzw. ihrer Begleiter gemäß den vom wallonischen Minister festgelegten Modalitäten teilgenommen haben.

§ 5 - Im Hinblick auf den Erhalt eines Schulungsführerscheins ohne Begleiter können die Prüfungszentren gemäß den vom wallonischen Minister oder dessen Beauftragten festgelegten Modalitäten den Bewerbern für den Führerschein der Kategorie B einen Befähigungsnachweis nur dann ausstellen, wenn sie ihre Fähigkeit, alleine zu fahren, nachgewiesen haben.»

Art. 4 - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. April 2011 und vom 10. Januar 2013 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister oder dessen Beauftragter" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 wird Ziffer 5° durch Folgendes ersetzt:

«5° Inhaber mindestens eines der Diplome, Zeugnisse oder Brevets sein, die für die Aufnahme in die Stufen A, B oder C der öffentlichen Dienste der Wallonie in Betracht gezogen werden, oder Inhaber eines ausländischen Diploms, Zeugnisses oder Brevets sein, das als gleichwertig anerkannt ist, oder eine Berufserfahrung von mindestens fünf Jahren im Bereich der praktischen Fahrausbildung nachweisen können»;

4° in Paragraph 2 Ziffer 6° wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 26*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 2° in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 4° wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 3° in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 4° werden die Wörter "dem FÖD Mobilität und Transportwesen" durch die Wörter "dem wallonischen Minister oder dessen Beauftragten" ersetzt;
- 4° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "beim FÖD Mobilität und Transportwesen, Generaldirektorat Mobilität und Verkehrssicherheit" durch die Wörter "bei der Verwaltung" ersetzt;
- 5° in Paragraph 3 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister oder dessen Beauftragter" ersetzt;
- 6° in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter "beim FÖD Mobilität und Transportwesen" durch die Wörter "bei der Verwaltung" ersetzt;
- 7° in Paragraph 3 Absatz 4 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 8° in Paragraph 4 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister oder dessen Beauftragter" ersetzt;
- 9° in Paragraph 5 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister oder dessen Beauftragter" ersetzt;
- 10° in Paragraph 6 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 11° in Paragraph 7 wird das Wort "Minister" jedesmal durch die Wörter "wallonische Minister oder dessen Beauftragter" ersetzt;
- 12° in Paragraph 8 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 26*ter* desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, wird jedesmal das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" bzw. "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 26*quater* desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, wird jedesmal das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" bzw. "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 31 Absatz 4 desselben Erlasses wird das Wort "Minister" durch das Wort "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 32 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 31. Oktober 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "noch die niederländische" aufgehoben;
- 2° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "in niederländischer oder in englischer Sprache" zwischen die Wörter "theoretische Prüfung" und "mit Hilfe" eingefügt;
- 3° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "vom Zentrum" durch die Wörter "vom Bewerber" ersetzt;
- 4° in Paragraph 3 Absatz 2 werden die Wörter "oder Mundart" aufgehoben;
- 5° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 33 Absatz 4 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. Juli 2004 und vom 28. April 2011, wird das Wort "Minister" durch das Wort "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 39 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 3 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 2° in Paragraph 4 Absatz 2 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 3° in Paragraph 8 werden die Wörter "noch die niederländische" aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 41 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses wird das Wort "Minister" durch das Wort "wallonischen Minister" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 44 § 4 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 22. März 2004 und vom 1. Dezember 2013, werden die Wörter «des "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding"» und die Wörter «oder des "Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle"» aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 45 Absatz 1 desselben Erlasses wird das Wort "Minister" durch das Wort "wallonischen Minister oder dessen Beauftragten" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 47 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. September 2002, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Paragraph 1 Absatz 2 werden die Wörter "und aus einer Kammer für die in niederländischer Sprache abgelegten Prüfungen" aufgehoben;
- 2° in Paragraph 1 Absatz 3 werden die Wörter "Jede Kammer" durch die Wörter "Der Ausschuss" ersetzt;
- 3° in Paragraph 1 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 4° in Paragraph 1 Absatz 4 wird der Satz "Die Ausschussmitglieder, die die niederländischsprachige Kammer bilden, müssen durch ihr Diplom nachweisen, dass sie die Prüfungen des Doktorats der Rechte oder des Lizentiats der Rechte in niederländischer Sprache abgelegt haben." aufgehoben.
- 5° in Paragraph 1 Absatz 5 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" ersetzt;
- 6° in Paragraph 1 Absatz 6 werden die Wörter "Die Kammern legen in gegenseitigem Einverständnis" durch die Wörter "Der Ausschuss legt" ersetzt;
- 7° in Paragraph 1 Absatz 6 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;
- 8° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "Jede Kammer" durch die Wörter "Der Ausschuss" ersetzt;

9° in Paragraph 3 Absatz 2 wird das Wort "Ministres" durch die Wörter "wallonischen Ministers" ersetzt;

10° in Paragraph 4 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;

11° in Paragraph 4 Absatz 2 wird das Wort "Staatsbedienstete" durch die Wörter "das Personal des wallonischen öffentlichen Dienstes" ersetzt;

12° in Paragraph 4 Absatz 2 werden die Wörter "Rang 13" durch die Wörter "Rang A2" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 48 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "in Artikel 61" durch die Wörter "in Artikel 63" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 61 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird Ziffer 8 aufgehoben;

2° in Absatz 4 werden die Wörter ", außer in dem in Artikel 48 § 1 vorgesehenen Fall" aufgehoben.

Art. 18 - In Artikel 63 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 3 werden die Sätze: "In diesem Fall multipliziert er den Betrag der Gebühren mit dem Index des vergangenen Monats und teilt das Produkt durch den Verbraucherpreisindex des Monats, in dem der vorliegende Erlass in Kraft getreten ist. Die angepassten Beträge treten am ersten Tag des zweiten Monats nach demjenigen ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft." durch folgende Sätze ersetzt:

«Im Falle einer Anpassung werden die Tarife jährlich im Laufe des Monats Januar gemäß folgender Formel angepasst:

$$A = 100 \left(\frac{I_{n-1}}{I_{n-2}} - 1 \right);$$

A = % Schwankung der Tarife für das Jahr n;

I = der Wert des Verbraucherpreisindex am 30. Juni, der vom Ministerium für Wirtschaftsangelegenheiten übermittelt wird;

n = Jahr der Tarifanpassung;

n-1 = das Jahr vor dem Jahr n;

n-2 = das Jahr vor dem Jahr n-1.

Wenn die Formel des Absatzes 3 in dem Jahr angewandt wird, das auf ein Jahr folgt, in dem eine jährliche Anpassung der Tarife aufgeschoben wurde, wird der Index In-2 durch In-3 ersetzt, wobei n-3 das vorletzte Jahr vor dem Jahr n-1 darstellt.»;

3° Paragraph 1 wird durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Verwaltung übermittelt den in Artikel 25 § 1 erwähnten zugelassenen Einrichtungen das Ergebnis der Anpassungsformel.

Die Verwaltung bestimmt das Verfahren zur Übermittlung der Vorschläge für die Tarifstrukturen und legt das Datum fest, vor dem sie das in Absatz 5 erwähnte Ergebnis, sowie die Fristen, innerhalb deren ihr die Vorschläge für die Tarifstrukturen von den in Artikel 25 § 1 erwähnten zugelassenen Einrichtungen zugestellt werden, übermittelt.

Auf Vorschlag der in Artikel 25 § 1 erwähnten zugelassenen Einrichtungen kann der Minister beschließen, die jährliche Anpassung der Tarife aufzuschieben, wenn das in Artikel 1 erwähnte Ergebnis der Formel einer Schwankung unter drei Prozent entspricht. Die angepassten Beträge treten am ersten Tag des zweiten Monats nach demjenigen ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.»;

4° in Paragraph 2 Absatz Ziffer 1° Absatz 2 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;

5° er wird durch einen Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - Für die Einreichung einer Beschwerde beim Beschwerdeausschuss wird eine Gebühr von 12,50 Euro gezahlt.

Die Zahlungsmethode der Gebühr wird vom wallonischen Minister festgelegt.

Außer in dem in Artikel 48 § 1 vorgesehenen Fall wird die Gebühr nicht zurückerstattet.

Der wallonische Minister kann den Betrag der Gebühr den Schwankungen des Verbraucherpreisindex anpassen, so wie in Paragraph 1 vorgesehen.»

Art. 19 - In Artikel 64 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird das Wort "Sie" durch die Wörter "Die Personalmitglieder, die vom wallonischen Minister oder dessen Beauftragten mit der Inspektion und der Kontrolle beauftragt werden," ersetzt;

2° in Absatz 4 wird das Wort "Beamten" durch das Wort "Personalmitglieder" ersetzt;

3° in Absatz 4 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonischen Minister" ersetzt;

4° in Absatz 5 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" ersetzt;

4° in Absatz 6 werden die Wörter "oder des wallonischen Ministers oder seines Beauftragten, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich," zwischen die Wörter "oder seines Beauftragten" und die Wörter "sind die in Artikel 7" eingefügt.

Art. 20 - In Anhang 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° B, II wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Der Bewerber hat die Prüfung nicht bestanden, wenn er mindestens zwei falsche Antworten zu den Fragen bezüglich der in den Artikeln 3 und 4 des Königlichen Erlasses vom 30. September 2005 zur Bestimmung der Verstöße nach Graden gegen die in Ausführung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei ergangenen allgemeinen Verordnungen oder über die Überschreitung der in den in Ausführung des Gesetzes ergangenen Verordnungen festgelegten zulässigen Höchstgeschwindigkeit erwähnten Verstöße dritten oder vierten Grades gibt.»;

2° in C wird das Wort "Minister" durch die Wörter "wallonische Minister" ersetzt.

Art. 21 - In Anhang 5 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 15. Juli 2004 und zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° III.B wird durch eine Ziffer 18° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«18° Selbstständiges Fahren.»;

2° III wird durch C mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«C. Prüfung der Risikowahrnehmung (nur für die Kategorie B): Computertest im Prüfungszentrum.»;

3° VI.B wird durch eine Ziffer 12° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«12° Prüfung der Risikowahrnehmung (nur für die Kategorie B).»

*KAPITEL II — Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006
über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B*

Art. 22 - Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 2 - § 1 - Der Bewerber um den Führerschein der Kategorie B kann ab dem Alter von 17 Jahren an der theoretischen Prüfung teilnehmen.

§ 2 - Der Bewerber, der zweimal hintereinander die Prüfung nicht besteht, nimmt an einer theoretischen Fahrausbildung von zwölf Stunden in einer Fahrschule teil, bevor er wieder zu der theoretischen Prüfung zugelassen sein kann.

Art. 23 - Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 8 - § 1 - Um an der praktischen Prüfung teilnehmen zu können, muss der Bewerber um den Führerschein der Kategorie B:

1° 18 Jahre alt sein;

2° die theoretische Prüfung vor weniger als drei Jahren bestanden haben oder von dieser aufgrund des Artikels 28 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein befreit sein;

3° mit einem Schulungsführerschein der Kategorie B an einer Schulung von mindestens drei Monaten teilgenommen haben, außer der in Paragraph 2 erwähnte Bewerber;

4° mindestens 1 500 Kilometer gefahren sein, außer der in Paragraph 2 erwähnte Bewerber.

Was die Ziffer 4 betrifft, bestimmt der wallonische Minister oder dessen Beauftragter die Modalitäten zur Überprüfung dieser Bedingung.

§ 2 - Die Bewerber um den Führerschein der Kategorie B, die die theoretische Prüfung vor weniger als drei Jahren bestanden haben oder aufgrund des Artikels 28 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein von dieser befreit sind, die mindestens 18 Jahre alt sind und die an 30 praktischen Unterrichtsstunden in einer zugelassenen Fahrschule teilgenommen haben, dürfen die praktische Prüfung direkt ablegen.

§ 3 - Die Bewerber, außer derjenigen, die in Paragraph 2 erwähnt werden, legen einen gültigen Schulungsführerschein der Kategorie B, dessen Inhaber sie seit mindestens drei Monaten sind, oder eine von einer Fahrschule ausgestellte Bescheinigung über den praktischen Unterricht, durch die die Teilnahme an den in Artikel 5/1 § 1 erwähnten Unterrichtsstunden bescheinigt wird, vor; in dem letzten Fall legen sie eine von der in Artikel 10 erwähnten Behörde ausgestellte Bescheinigung vor, durch die nachgewiesen wird, dass sie an einer Schulung von mindestens drei Monaten mit einem Schulungsführerschein der Kategorie B teilgenommen haben.

Die praktische Prüfung erfolgt mit einem Fahrzeug der Kategorie oder der Unterkategorie, die Gegenstand des Antrags auf einen Führerschein ist. Das Fahrzeug erfüllt die in Artikel 6 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein festgelegten Bedingungen.

Wenn ein Bewerber mit einem Fahrlehrer einer Fahrschule vorstellig wird, legt er die Prüfung mit einem Schulungsfahrzeug der Fahrschule ab, das die in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen erwähnten Bedingungen erfüllt.

Der Bewerber, der nicht Inhaber eines Schulungsführerscheins der Kategorie B ist, legt die praktische Prüfung unter den in Absatz 1 erwähnten Bedingungen ab.”.

Art. 24 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "in Artikel 23 § 6 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen erwähnte" aufgehoben.

2° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die Prüfungszentren, die von den Kraftfahrzeugüberwachungseinrichtungen organisiert werden, die gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, zugelassen werden, können dem Bewerber den Befähigungsnachweis gemäß den vom wallonischen Minister oder dessen Beauftragten festgelegten Modalitäten ausstellen.»

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2018 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 9 et 11, die am 1. Oktober 2018 in Kraft treten.

Art. 26 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juli 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205014]

20 JULI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, artikel 21, vervangen bij de wet van 9 juli 1976, artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990, artikel 26, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en artikel 27, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

Gelet op het verslag van 30 maart 2017, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 61.664/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs*

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 juli 2016, worden twee punten 2°/1 en 2°/2 ingevoegd, luidend als volgt:

1° «2°/1. Onder het begrip "Waalse Minister" wordt verstaan de Minister belast met het beleid inzake verkeersveiligheid in het Waalse Gewest »;

2° «2°/2. Onder het begrip "Bestuur" wordt verstaan het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 2. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het punt 7°, opgeheven bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

«7° dertig uren :

voor de kandidaat die slaagt in het theoretisch examen, die 18 is, die voldoet aan de voorwaarden bepaald door de Waalse Minister, en die het praktisch examen, bedoeld in artikel 23, § 1, 2°, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer rechtstreeks wenst af te leggen, met het oog op het behalen van een rijbewijs van categorie B. »

Art. 3. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 september 2006, 4 mei 2007 en 30 augustus 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

2° in paragraaf 2, wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "Waalse Minister";

3° hetzelfde artikel wordt aangevuld met de paragrafen 4 en 5, luidend als volgt :

«§ 4. De examencentra verstrekken de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B die in het examen bedoeld in artikel 23, § 1, 4°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer zijn geslaagd, het slaagattest waarvan het model door de Waalse Minister wordt bepaald.

De examencentra verstrekken evenwel de kandidaat bedoeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, het slaagattest enkel als hij in het examen bedoeld in artikel 23, § 1, 4^o, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer is geslaagd en als hij een opleiding heeft gevolgd met zijn gids(en) volgens de door de Waalse Minister bepaalde modaliteiten.

§ 5. Met het oog op het verkrijgen van een voorlopig rijbewijs zonder gids, kunnen de examencentra, volgens de door de Waalse Minister of zijn afgevaardigde bepaalde modaliteiten, het bekwaamheidscertificaat verstrekken aan de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B, enkel als ze bewijzen dat ze bekwaam zijn alleen te sturen. »

Art. 4. In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 april 2011 en 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

2^o in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister of diens afgevaardigde";

3^o in paragraaf 2, eerste lid, wordt punt 5^o vervangen door wat volgt:

« 5^o houder zijn van ten minste één van de diploma's, getuigschriften of brevetten die in aanmerking worden genomen voor toelating tot niveau A, B of C van de Waalse overheidsdiensten, of houder zijn van een buitenlands diploma, getuigschrift of brevet dat als gelijkwaardig is erkend, of een beroepservaring van ten minste vijf jaar op het gebied van de praktische rijopleiding aantonen »;

4^o in paragraaf 2, 6^o, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 5. In artikel 26*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

2^o in paragraaf 2, tweede lid, 4^o, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

3^o in paragraaf 2, tweede lid, 4^o, worden de woorden "aan de FOD Mobiliteit en Vervoer" vervangen door de woorden "aan de Waalse Minister of zijn afgevaardigde";

4^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "bij de FOD Mobiliteit en Vervoer, Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid" vervangen door de woorden "bij de Administratie";

5^o in paragraaf 3, derde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister of zijn afgevaardigde";

6^o in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "bij de FOD Mobiliteit en Vervoer" vervangen door de woorden "bij de Administratie";

7^o in paragraaf 3, vierde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

8^o in paragraaf 4, derde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister of diens afgevaardigde";

9^o in paragraaf 5, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister of diens afgevaardigde";

10^o in paragraaf 6, vierde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

11^o in paragraaf 7, wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "Waalse Minister of zijn afgevaardigde";

12^o in paragraaf 8, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 6. In paragraaf 26*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 7. In artikel 26*quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 8. In artikel 31, vierde lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 9. In artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 oktober 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "noch het Nederlands," opgeheven;

2^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "in het Nederlands of in het Engels" ingevoegd tussen het woord "examen" en het woord "afleggen";

3^o in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "dit laatste" vervangen door de woorden "de kandidaat";

4^o in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "of idioom" opgeheven;

5^o in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 10. In artikel 33, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 juli 2004 en 28 april 2011, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 11. In artikel 39 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, derde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

2^o in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

3^o in paragraaf 8, worden de woorden "noch de Nederlandse," opgeheven.

Art. 12. In artikel 41, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 13. In artikel 44, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 2004 en 1 december 2013, worden de woorden « van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding (, Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft) of van het "Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle" » opgeheven.

Art. 14. In artikel 45, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister of zijn afgevaardigde".

Art. 15. In artikel 47 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 september 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "en een kamer voor de examens die in de Nederlandse taal zijn afgelegd" opgeheven;

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "Elke kamer" vervangen door de woorden "De commissie";

3° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

4° in paragraaf 1, vierde lid, wordt de zin "De commissarissen die de Nederlandstalige kamer samenstellen, moeten door hun diploma aantonen dat ze hun examens van doctor of licentiaat in de rechten in het Nederlands aflegden." opgeheven;

5° in paragraaf 1, vijfde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

6° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden "De kamers stellen in onderling akkoord" vervangen door de woorden "De commissie stelt";

7° in paragraaf 1, zesde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

8° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "Elke kamer" vervangen door de woorden "De commissie";

9° in paragraaf 3, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

10° in paragraaf 4, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

11° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "het Rijkspersoneel" vervangen door de woorden "de personeelsleden van het Waals openbaar bestuur";

12° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "rang 13" vervangen door de woorden "rang A2".

Art. 16. In artikel 48, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 61" vervangen door de woorden "in artikel 63".

Art. 17. In artikel 61 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het punt 8° opgeheven;

2° in het vierde lid, worden de woorden ", tenzij in het geval bedoeld in artikel 48, § 1" opgeheven.

Art. 18. In artikel 63 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de zinnen : "In dit geval, vermenigvuldigt hij het bedrag van de retributies met het indexcijfer van de voorbije maand en deelt het resultaat door het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand waarin dit besluit in werking is getreden. De aangepaste bedragen treden in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt" vervangen door de zinnen :

« In geval van aanpassing, worden de tarieven jaarlijks aangepast in de loop van de maand januari aan de hand van volgende formule :

$$A = 100 \left(\frac{I_{n-1}}{I_{n-2}} - 1 \right);$$

A = het schommelingspercentage van de tarieven voor het jaar n;

I = de door het Ministerie van Economische Zaken medegedeelde waarde van het indexcijfer van de consumptieprijzen op 30 juni;

n = het jaar van de tariefaanpassing;

n-1 = het jaar dat aan het jaar n voorafgaat;

n-2 = het jaar dat aan het jaar n-1 voorafgaat.

Wanneer de in het derde lid bedoelde formule toegepast wordt op het jaar volgend een jaar waarin de jaarlijkse aanpassing van de tarieven uitgesteld is, wordt index I_{n-2} vervangen door I_{n-3} , waar n-3 het jaar voor het jaar n-1 is. »;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt :

« De administratie deelt het resultaat van de formule voor de aanpassing van de tarieven mede aan de erkende instellingen bedoeld bij artikel 25, § 1.

De Administratie bepaalt de procedure voor de toezending van de voorstellen van tariefstructuren en stelt de datum vast waarvoor zij het in het vijfde lid bedoelde resultaat mededeelt alsmede de termijnen waarbinnen de voorstellen van tariefstructuren haar door de erkende instellingen bedoeld bij artikel 25, § 1, moeten worden toegezonden

Op voorstel van de erkende instellingen bedoeld bij artikel 25, § 1, kan de Minister beslissen de jaarlijkse aanpassing van de tarieven uit te stellen als het resultaat van de in artikel 1 bedoelde formule overeenkomt met een schommeling van minder dan drie procent. De aangepaste bedragen treden in werking de eerste dag van de tweede maand die volgt op de maand waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt. »;

4° in paragraaf 2, 1°, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

3° een derde paragraaf wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De indiening van een verzoekschrift aan de beroepscommissie geeft aanleiding tot de betaling van een vergoeding van 12,50 euro.

De betalingswijze van de vergoeding wordt bepaald door de Waalse Minister.

Ze wordt niet terugbetaald, behalve in het geval bedoeld in artikel 48, § 1.

De Waalse Regering kan het bedrag van de vergoeding aanpassen aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals bedoeld in paragraaf 1. »

Art. 19. In artikel 64 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt het woord "Ze" vervangen door de woorden "De personeelsleden die door de Waalse Minister of zijn afgevaardigde belast zijn met de inspectie en de controle";

2° in het vierde lid, wordt het woord "ambtenaren" vervangen door het woord "personeelsleden";

3° in het vierde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

4° in het vijfde lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

5° in het zesde lid, worden de woorden "of van de Waalse Minister of zijn gemachtigde, ieder wat hem betreft" ingevoegd tussen de woorden "of zijn gemachtigde" en de woorden "zijn de overheden".

Art. 20. In bijlage 4 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° punt B, II, wordt aangevuld met volgend lid :

« De kandidaat is niet geslaagd als hij ten minste twee verkeerde antwoorden geeft op vragen die betrekking hebben op de overtredingen van de derde of vierde graad, vermeld in de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, of die betrekking hebben op het overschrijden van de toegelaten maximumsnelheid, bepaald in de reglementen die zijn uitgevaardigd op grond van de wet. »;

2° in punt C, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister".

Art. 21. In bijlage 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 2004 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 november 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° III.B wordt aangevuld een punt 18°, luidend als volgt :

« 18° Zelfstandig rijden. »;

2° punt III wordt aangevuld een C, luidend als volgt :

« C. Examen risicoperceptie (enkel voor de categorie B) : test op computer in het examencentrum. »;

3° VI.B wordt aangevuld een punt 12°, luidend als volgt :

« 12° Risicoperceptie-examen (enkel voor de categorie B). »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B*

Art. 22. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 2. § 1. De kandidaat voor het rijbewijs van categorie B mag deelnemen aan het theoretisch examen vanaf de leeftijd van 17 jaar.

§ 2. De kandidaat die twee maal na elkaar niet slaagt voor het praktisch examen moet twaalf uren praktisch rijonderricht volgen bij een rijsschool vooraleer hij terug toegelaten wordt tot het praktisch examen. »

Art. 23. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2013, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 8. § 1. Om het praktisch examen te mogen afleggen moet de kandidaat voor het rijbewijs van categorie B :

1° minstens 18 jaar oud zijn;

2° sinds minder dan drie jaar geslaagd zijn voor het theoretisch examen of ervan vrijgesteld zijn krachtens artikel 28 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

3° behoudens die bedoeld in paragraaf 2, een scholing van ten minste drie maanden hebben gevolgd, onder dekking van een voorlopig rijbewijs van categorie B;

4° behoudens die bedoeld in paragraaf 2, minstens 1 500 kilometer hebben afgelegd.

Wat betreft het punt 4°, bepaalt de Waalse Minister of zijn afgevaardigde de modaliteiten voor de verificatie van deze voorwaarde.

§ 2. De kandidaat voor het rijbewijs van categorie B die sinds minder dan drie jaar geslaagd is voor het theoretisch examen of ervan vrijgesteld is krachtens artikel 28 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, die minstens 18 jaar oud is, en die 30 uur praktisch rijonderricht heeft gevolgd in een erkende rijnschool, kan het praktisch examen rechtstreeks afleggen.

§ 3. De kandidaat, behoudens die bedoeld in paragraaf 2, legt een geldig voorlopig rijbewijs B waarvan hij sinds minstens drie maanden houder is of een getuigschrift van praktisch onderricht afgegeven door een rijnschool voor ten bewijs dat de lessen bedoeld in het artikel 5/1, § 1 werden gevolgd; in dat laatste geval, legt hij een attest voor, afgegeven door de overheid bedoeld in artikel 10 waaruit blijkt dat hij een scholing van ten minste drie maanden heeft gevolgd onder dekking van een voorlopig rijbewijs B.

Het examen wordt afgelegd met een voertuig van de categorie of subcategorie waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd. Het voertuig voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 6, 2°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.

Wanneer de kandidaat zich aanbiedt met een instructeur van een rijnschool dan legt hij het examen af met een scholingsvoertuig van de rijnschool dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen.

De kandidaat die geen houder is van een voorlopig rijbewijs B legt het praktisch examen af onder de voorwaarden bedoeld in het eerste lid. »

Art. 24. In artikel 10 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden "bedoeld in artikel 23, § 6, van koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen" opgeheven;

2° in hetzelfde artikel wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De examen centra georganiseerd door de instellingen voor de automobieleninspectie erkend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in verkeer gebrachte voertuigen kunnen, volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Minister of zijn afgevaardigde, het bekwaamheidscertificaat verstrekken aan de kandidaat. »

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018 met uitzondering van de artikelen 9 en 11 die in werking treden op 1 oktober 2018.

Art. 26. De Minister tot wiens bevoegdheden de verkeersveiligheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed;
M. PREVOT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/13333]

Consulats étrangers en Belgique

Le 8 septembre 2017, M. René BRANDERS a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de Hongrie à Tubize avec comme circonscription consulaire la Région wallonne.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/13333]

Buitenlandse consulaten in België

Op 8 september 2017 heeft de heer René BRANDERS de nodige machtiging ontvangen om het ambt van Ereconsul van Hongarije te Tubize uit te oefenen, met als consulaire ressort het Waals Gewest.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2017/13375]

Personnel. — Démission

Par arrêté royal du 30 août 2017, démission de ses fonctions est accordée à partir du 19 mai 2017 à Monsieur Pascal Vandenmeerschaut, agent de l'Etat dans la classe A1 avec le titre de attaché au Service public fédéral Mobilité et Transports.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2017/13375]

Personeel. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2017, wordt aan de heer Pascal Vandenmeerschaut, rijksambtenaar in de klasse A1 met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Mobilité et Vervoer, ontslag uit zijn functie verleend met ingang van 19 mei 2017.